



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**Acquisition de monographies, suites et collections pour
le Collège de France**

2025-07 à 09

Sommaire

1. IDENTIFICATION	4
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
3. ALLOTISSEMENT	4
4. REFERENCES JURIDIQUES, FORME, ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.2. Cadre général	5
5.3. Reconduction de l'accord-cadre	5
6. FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS, VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	5
7. LIEU D'EXECUTION.....	5
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
9.2. Représentation des parties	6
c) Représentation de l'acheteur	6
d) Représentation du titulaire	6
9.3. Conditions d'exécution	7
c) Remplacement des intervenants	7
d) Emission et exécution des bons de commande	7
e) Pilotage	8
f) Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	9
9.4. Obligations du titulaire	9
c) Obligation de conseil.....	9
d) Obligation d'information.....	9
9.5. Responsabilité du titulaire	9
9.6. Considérations sociales.....	10
9.7. Considérations environnementales	10
9.8. Bilan des émissions de gaz à effet de serre	10
9.9. Clause de réexamen	11
9.10. Valorisation des ordres de service	12
9.11. Constatation de l'exécution des prestations	12
c) Contrôle.....	12
d) Opérations de vérification.....	12
e) Décisions après vérification.....	12
9.12. Garantie.....	12
9.13. Pénalités.....	12
c) Pénalités de retard	13
d) Pénalités pour travail dissimulé	13
10. REGIME FINANCIER	13
10.2. Forme et contenu des prix.....	13
10.3. Variation des prix	14
10.4. Avances	14
10.5. Modalités financières	14
c) Modalités de facturation	14
10.6. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	15
11. DISPOSITIONS DIVERSES.....	15
11.2. Résiliation	16
11.3. Exécution aux frais et risques du titulaire	16

11.4.	Différends	17
11.5.	Litiges et contentieux	17
12.	DEROGATIONS AU CCAG.....	17

1. IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par le Collège de France, sis 11 place Marcelin Berthelot à Paris V°, ci-après parfois désigné sous le vocable « l'acheteur ».

Il est représenté par son administrateur ou le délégataire de celui-ci.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de monographies, suites et collections françaises et étrangères pour les bibliothèques, les chaires et les directions du Collège de France.

Le public auquel s'adressent ces ouvrages est de niveau recherche. Les documents demandés seront sur support papier et majoritairement des ouvrages, monographies ou suites mais il pourra s'agir éventuellement aussi de numéros isolés de revues.

Sont exclues du périmètre les prestations/acquisitions suivantes :

- Les souscriptions ;
- Les cartes géographiques ;
- Les documents dont l'éditeurs se réserve la diffusion exclusive ;
- Les publications du Collège de France.

Bibliothèques, chaires et services concernées :

- Les bibliothèques, les chaires et les services du Collège de France se répartissent sur trois sites distincts :
 - Site Marcelin Berthelot - 11, place Marcelin Berthelot - 75005 Paris (Archives, Bibliothèque Patrimoniale, chaires) ;
 - Site Ulm - 3, rue d'Ulm - 75005 Paris (chaires) ;
 - Site Cardinal Lemoine - 52 rue Cardinal Lemoine - 75005 Paris (Institut des Civilisations comprenant 4 pôles (pôle Mondes Asiatiques, pôle Anthropologie, pôle Mondes Méditerranéens et Africains et pôle Égypte et Proche-Orient Ancien) ;
- Les chaires rattachées aux pôles sont susceptibles de passer des commandes de livres sur leurs crédits de chaire, hors bibliothèques. Les adresses de livraison seront mentionnées sur les bons de commande.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 22113000 - Livres de bibliothèque.

3. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti de la manière suivante :

Lot n°1 (2025-07) : Monographies, suites et collections publiées et diffusées en France ;

Lot n°2 (2025-08) : Monographies, suites et collections dont l'éditeur commercial se trouve en zone Union Européenne (hors France) ;

Lot n°3 (2025-09) : Monographies, suites et collections dont l'éditeur commercial est aux Amériques (sud, nord, et centrale), au Royaume-Uni, et en Israël.

L'accord-cadre est mono-attributaire à raison d'un titulaire par lot. Il est conclu sans montant minimum de commandes mais avec les montants maximums suivants par lot :

- Lot n°1 : 250 000 € HT
- Lot n°2 : 1 000 000 € HT
- Lot n°3 : 500 000 € HT

Le lot concerné cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

4. REFERENCES JURIDIQUES, DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS).

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.2. Cadre général

La durée de l'accord-cadre est de 4 (quatre) ans fermes à compter de sa date de notification.

5.3. Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

6. FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS, VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Le fractionnement des prestations en tranches ne s'applique pas dans le présent accord-cadre. Les variantes ne sont ni prévues ni autorisées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

7. LIEU DE LIVRAISON

Les lieux de livraison des monographies objets de la consultation sont les sites parisiens du Collège de France à Paris V°. Exceptionnellement une livraison pourrait être demandée ailleurs en France métropolitaine sans que cela n'occasionne de frais supplémentaires.

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP)
- Le CCAG-FCS ;
- L'offre technique du titulaire incluant le Cadre de Réponse Technique et le Cadre de Réponse Responsabilité Sociale et Environnemental (CRRSE) ;
- Les avenants postérieurs à la notification.

En cas de contradiction, de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les différents documents mentionnés ci-dessus, ces documents prévaudront dans l'ordre où ils sont énumérés.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, d'éventuelles conditions générales de vente, liste non exhaustive.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

a) Représentation de l'acheteur

Le Collège de France désigne La Direction des Bibliothèques, des Archives, et Collections (DBAC) comme étant chargée des relations avec le titulaire.

b) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG-FCS, dans l'offre du titulaire ou à la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 (trente) jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Conformément à l'article 3 du CCAG-FCS, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3 du CCAG-FCS, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer à l'acheteur, par retour de mail, un accusé de réception de la commande dans un délai de 48 heures ouvrées. A défaut d'envoi de cet accusé de réception, la notification est présumée à l'issue du délai indiqué ci-dessus.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du titulaire ;
- l'adresse exacte de facturation ;
- le numéro de l'accord-cadre (2025-07, 08, ou 09) ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation détaillée des monographies commandées ;
- la/les dates(s) et lieu(x) de livraison ;
- le cas échéant, les conditions particulières d'exécution de la prestation ;
- le montant total HT de l'ensemble de la commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total de la commande TTC le cas échéant.

A noter que le Collège de France crée régulièrement de nouvelles chaires sur lesquelles il élit de nouveaux professeurs : le titulaire de chaque lot recevra des bons de commande à en-tête de ces chaires en cours d'année civile.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit le Collège de France par tout moyen permettant d'attester bonne réception, dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande au titulaire.

Le Collège de France se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution faisant l'objet dudit accord-cadre. Toute commande émise pendant la durée de validité du marché doit être exécutée même si l'accord-cadre se termine entre temps, dans la limite de 6 mois révolus après la date de fin de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation au CCAG-FCS, les notifier à l'acheteur dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.3 [Pilotage](#)

Le titulaire transmet régulièrement et à la demande de l'acheteur un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cet état d'activité peut comprendre la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant, nombre d'avoirs émis, liste non exhaustive.

Le titulaire fournit à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

9.2.4 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Sous-traitance :

Le présent accord-cadre portant sur des fournitures, la sous-traitance est interdite.

Cotraitance :

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Collège de France.

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre le Collège de France et ses cotraitants.

La composition du groupement ne peut être modifiée après la signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au Collège de France l'autorisation de continuer l'exécution sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

Le Collège de France se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R2142-26 du Code de la commande publique).

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement

pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.5 Considérations sociales

Le titulaire s'engage dans son offre et dans l'exécution des prestations à favoriser l'égalité professionnelle et la diversité.

9.6 Considérations environnementales

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

De même le prestataire s'engage à grouper et optimiser ses livraisons afin d'en déduire l'impact environnemental.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de deux (2) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 15 (quinze) jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

9.8 Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire unique pourra proposer au Collège de France la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Collège de France vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le Collège de France acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce ;
- Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :
 - Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement la mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
 - Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution :

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS.

9.9 Valorisation des ordres de service

Par dérogation au CCAG FCS, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

9.10 Constatation de l'exécution des prestations

Dans la mesure du possible, il est demandé au titulaire de grouper les bons de livraison à raison d'un seul bon par livraison.

9.10.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG-FCS.

9.10.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-FCS.

9.10.3 Décisions après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations. Par dérogation à l'article 25.1 du CCAG, l'admission sera prononcée par les responsables des bibliothèques, services, chaires ou directions dans un délai d'un mois à dater de la livraison.

9.11 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG FCS. La garantie prévue au CCAG FCS s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue au code civil.

9.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

9.12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai d'exécution mentionné dans l'offre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 5% du montant HT de la prestation non livrée par jour entamé de retard.

Une pénalité forfaitaire de 50 € s'applique lorsque le titulaire ne respecte pas le tarif éditeur, ou ne propose pas le tarif éditeur le moins cher sur le marché, ou encore n'applique pas les rabais contractuels prévus (taux de remise proposé(s) dans son offre), ou encore ne fait pas bénéficier le Collège de France d'une remise plus avantageuse en cas d'offre promotionnelle. Au surplus, le titulaire devra rembourser la différence de tarif.

9.12.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

10 REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont contenus dans l'offre financière du titulaire. Le présent accord-cadre est traité à prix unitaire. Le prix a pour base les recommandations tarifaires des éditeurs publiées soit sur leur catalogue soit dans leur base de données en ligne. Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre.

Le prix est déterminé en appliquant au prix public éditeur en vigueur à la date de facturation la remise figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

La remise est unique et elle est fixée pour toute la durée du marché.

Le taux des taxes applicables est celui en vigueur au moment du fait générateur de ces taxes.

Les prix sont exprimés en euros HT et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation. Ces prix comprennent les ouvrages, leur conditionnement, leur livraison, et toutes les dépenses nécessaires aux prestations sans que le liste soit exhaustive.

Le Collège de France s'autorise à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs. En cas d'écart constaté entre le prix notifié sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire aura l'obligation de justifier l'écart constaté. Il lui sera également demandé le reversement de la différence en l'absence de justification valable.

Le taux de change retenu des monnaies étrangères, pour les publications étrangères hors zone euro est le cours moyen du change établi par la Banque de France sous la rubrique « Taux de change (parités moyenne mensuelle) » à la date de l'envoi de la commande par le titulaire aux éditeurs.

Le titulaire devra joindre à la facture un justificatif de la date d'envoi de la commande aux éditeurs.

10.2 Variation des prix

Les taux de remise sont fermes, non révisables et non ajustables pour la durée totale du marché, reconduction comprise. Toutes les réductions pratiquées par les éditeurs doivent être répercutées par le titulaire.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les demandes de paiements devront comporter obligatoirement le numéro de l'accord-cadre. En cas d'erreur d'adressage imputable au titulaire, le Collège de France ne pourra en aucun être tenu responsable du retard de transmission au service concerné. La date de démarrage du délai global de paiement sera alors la date de réception de la demande de paiement par le Collège de France.

Le titulaire devra transmettre ses factures de façon dématérialisée via Chorus Portail Pro. Pour cela, l'identifiant du Collège de France est son numéro de SIRET : 19753480300014.

Les factures comportent a minima les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;

- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement juridique et le code service ;
- les ouvrages livrés et la date de livraison ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le montant des prestations admises conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC le cas échéant des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique. En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

10.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

11 DISPOSITIONS DIVERSES

Echanges dématérialisés : Le Collège de France notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers de l'accord cadre) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Assurances : Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Collège de France. Il devra fournir une copie de sa RC professionnelle dès la notification.

Autres obligations administratives : Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Collège de France les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées au Collège de France. En cas de manquement le Collège de France ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues au Code du travail.

Force majeure : En cas de survenance d'un événement de force majeure tel que prévu par la jurisprudence française, les parties ne seront plus responsables de la suspension ou de la non-exécution de leurs obligations et ne seront redevables d'aucune indemnité envers l'autre partie. Toutefois, elles feront leurs meilleurs efforts pour maintenir une exécution même dégradée du marché / de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure perdurerait au-delà d'un délai de 60 jours à compter de sa survenance, l'une ou l'autre des parties pourra résilier le marché par l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant ladite résiliation. La résiliation sera effective à compter de la date de réception de ladite lettre.

11.1 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique. L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

11.2 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG FCS.

11.3 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.4 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

12 DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé
8	4.1
9.3d	3, 23.2 et 23.3
9.9	3.7.2
9.11e	25.1
9.13c	14
11.2	42

ANNEXES

TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL :

Le Collège de France est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après « RGPD »)

Le présent document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) d'un marché ou d'accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte du Collège de France les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre des marchés et accords-cadres du Collège de France, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE)2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est le Collège de France et le sous-traitant est/sont le(s) titulaire(s) des marchés et accords-cadres du Collège de France.

Nature et durée du traitement de données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Collège de France les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestation(s) objet(s) des marchés publics qui lui sont attribué, sans que la liste en soit exhaustive. Ces données à caractère personnel sont traitées pour la durée dudit marché ou accord-cadre.

Les types de données à caractère personnel traités sont les suivantes :

- Les noms et prénoms ;
- Fonctions ;
- Coordonnées professionnelles et personnelles.

Les catégories de personnes concernées par les données sont toute personne bénéficiaire et/ou pouvant prétendre bénéficier des prestations objets des marchés du Collège de France.

Données sensibles :

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé, des données concernant la vie intime ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, des données relatives aux condamnations pénales

et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement :

Obligations du titulaire vis-à-vis du Collège de France :

Le titulaire du marché ou de l'accord-cadre prend, notamment, les engagements suivants :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Collège de France figurant en annexe ou dans les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Collège de France ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Collège de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.
- Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche du Collège de France pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché ou de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, le Collège de France procède à la résiliation du marché ou de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement :

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le Collège de France (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Collège de France n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Collège de France, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du RGPD pour le compte et selon les instructions du Collège de France. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe le Collège de France de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le Collège de France avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du Collège de France et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace Economique Européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...)

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie au Collège de France toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen permettant d'en assurer bonne réception.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Collège de France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) au maximum 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du Collège de France, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.
- Après accord écrit du Collège de France, le titulaire communique, au nom et pour le compte de celui-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

-La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

-Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou à prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par le Collège de France de ses obligations :

Le titulaire aide le Collège de France :

- À la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition du Collège de France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Collège de France ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité :

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures de sécurité possible dans la mesure de ses moyens.

Sort des données :

Au terme de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Il peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel au Collège de France ou au tiers désigné.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données :

Dès la notification du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement :

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Collège de France comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Collège de France, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Collège de France ;

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel :

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 150 € HT pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, et/ou pour absence de notification au Collège de France d'une violation de données à caractère personnelle, et/ou pour non-tenue du registre des activités de traitement.
- 50 € HT par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD ou en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, le Collège de France peut résilier le marché ou l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché ou de l'accord-cadre dont il est titulaire.

DISPOSITION SUR LA CONFIDENTIALITE ET LE SECRET DES AFFAIRES :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre qui lui est attribué, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du Collège de France, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou de l'accord-cadre, ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le Collège de France peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ou de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par le Collège de France à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

Le Collège de France s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le Collège de France informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au Collège de France toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONFLITS D'INTERETS :

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure du marché public ».

Le titulaire d'un marché public ou d'un accord-cadre du Collège de France s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre du Collège de France dont il est titulaire.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché ou de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACHAT RESPONSABLE :

Conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable au marché public ou à l'accord-cadre concerné qui s'y prêtent du Collège de France, si les documents particuliers du marché ou de l'accord-cadre prévoit expressément des clauses d'exécution environnementale ou sociale, ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Des critères dans la notation des offres seront prévus afin de favoriser la mise en place effective et efficiente d'un achat responsable.

En ce sens, le Collège de France œuvre pour la mise en place d'un engagement pour des achats responsables qui s'articule autour des axes suivants :

- Mettre en œuvre une responsabilité sociétale ;
- Réduire l'empreinte environnementale et accompagner la transition écologique ;
- Faciliter l'accès des PME/TPE aux marchés et l'émergence de nouvelles filières ;
- Promouvoir la recherche et l'innovation.

Le titulaire d'un marché public du Collège de France se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché le cas échéant. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales et sociales fixées par le marché ou l'accord-cadre.

S'agissant du développement durable : Les marchés publics et accord-cadre du Collège de France qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant des travaux ou la réalisation d'une prestation de service matérielle et quantifiable - prévoient des critères de sélection des offres relatifs au respect de l'environnement et aux mesures en faveur du développement durable mises en œuvre dans l'exécution du marché.

Les marchés publics et accord-cadre du Collège de France peuvent prévoir les mesures écologique et de respect de l'environnement impliquant entre autres l'utilisation de véhicules propres et/ou optimisation des trajets dans le cadre de livraison, l'utilisation prioritaire de produits éco-responsables, l'utilisation prioritaire de produits recyclés/recyclables pour les emballages, la mise en place de mesures de gestion des nuisances (sonores, olfactives, poussières, etc...) dans le cadre de travaux, la mise en place de mesures de sobriété énergétique, liste non exhaustive.

S'agissant de la responsabilité sociétale : Dans les marchés et accords-cadres qui s'y prêtent - c'est-à-dire impliquant l'emploi ou la mise à disposition de personnels - le Collège de France s'efforcera de privilégier la mise en place de leviers afin de contribuer à la réinsertion de personnes éloignées de l'emploi et/ou de personnes en situation de handicap, de favoriser la participation d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, et de valoriser les pratiques de responsabilité sociale des entreprises.

Dans les marchés et accords-cadres qui s'y prêtent et comprenant une clause de responsabilité sociale, les entreprises qui candidateront s'engagent à réaliser une action d'insertion professionnelle, en faveur de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi.

Les personnes concernées par cette action sont :

- Les bénéficiaires des minima sociaux (RMI, ASS, API) ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis 12 mois ou plus ;
- Les personnes ayant une reconnaissance du statut de travailleur handicapé ;
- Les personnes de moins de 26 ans, sans qualification.

L'engagement d'insertion du titulaire peut être réalisé en ayant recours aux modalités ci-dessous :

- Embauche directe dans l'entreprise, via les contrats suivants :
 - CDD ou CDI de droit commun (signés postérieurement à la date de notification du marché ou de l'accord-cadre) ;
 - Contrat d'Insertion Revenu Minimum d'Activité (CIRMA en cours) ;
 - Contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou d'apprentissage en cours).
- Recours à la cotraitance ou à la sous-traitance d'une partie de la prestation à une entreprise d'insertion.
- Recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Dans le cadre de son engagement d'insertion le titulaire du marché précisera dans son offre - ou à défaut au cours de la période de préparation de l'exécution de la prestation - la/les modalité(s) de réalisation de l'engagement d'insertion, et/ou les postes confiés aux personnes éligibles, et/ou les missions sous-traitées à une entreprise d'insertion, avec le cas échéant, les noms et coordonnées des structures d'insertion et les actions d'intégration prévues (formations, tutorats...).

Il sera procédé par le Collège de France au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, pour laquelle le titulaire s'est engagé. A cet effet, celui-ci produira tous les renseignements et justificatifs nécessaires, notamment les contrats de travail, factures des structures d'insertion, liste non exhaustive.

Le non-respect des obligations d'insertion et/ou le refus caractérisé de transmission des renseignements entraînera l'application de pénalités prévues au marché le cas échéant, et sauf si le titulaire du marché ou de l'accord-cadre signale une difficulté pour réaliser cet engagement.

DISPOSITIONS EN CAS DE MENACES SANITAIRES GRAVES APPELANT DES MESURES D'URGENCE :

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France ou que cette situation, bien que connue des parties,

donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché ou de l'accord-cadre par le Collège de France et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent document.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de pénalités contractuelles, de sanctions à l'égard du titulaire, ainsi qu'à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du Collège de France et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ou de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché ou de l'accord-cadre à la demande du titulaire, le Collège de France se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle du Collège de France. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant au Collège de France d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants, ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du Collège de France :

Si le Collège de France décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le Collège de France précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le Collège de France ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations :

Le Collège de France prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du Collège de France qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché ou de l'accord-cadre. Toute modification de durée ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché ou l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, le Collège de France en prononce la résiliation sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation :

- Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande (le cas échéant) :

L'annulation d'un bon de commande par le Collège de France à la suite d'un événement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au Collège de France un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions du CCAG de référence relatives aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.
- Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par l'avis de l'Assemblée du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires :

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au Collège de France par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire :

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

DISPOSITIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le Collège de France.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le Collège de France se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au Collège de France démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Le Collège de France vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire

En cas d'acceptation de la demande par le Collège de France, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur ce fondement précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché ou de l'accord-cadre, le Collège de France et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par le Collège de France :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.